

Le marché du travail au Québec

Perspectives à long terme
2009-2018



Novembre 2009

Le marché du travail au Québec

Perspectives à long terme 2009-2018

Ce document a été préparé par la Direction du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément le point de vue d'Emploi-Québec.

Rédaction

André Grenier, économiste

Travaux d'économétrie

Lassad Damak, économètre

Graphiques et tableaux

André Grenier, économiste

Graphisme, mise en pages et soutien technique

Stéphane Leroux

Révision linguistique

Hélène Larue

Abonnement et changement d'adresse

CETECH

276, rue Saint-Jacques, 6^e étage

Montréal (Québec) H2Y 1N3

Téléphone : (514) 864-8234

Télécopieur : (514) 864-7870

Courrier électronique : cetech@mess.gouv.qc.ca

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec, 2009

ISBN 978-2-550-54108-0 (imprimé)

ISBN 978-2-550-54107-3 (pdf)

Cette publication est aussi publiée en ligne sur le site du CETECH

www.cetech.gouv.qc.ca

PRÉFACE

Dans le document intitulé *L'emploi : passeport pour l'avenir – Orientations stratégiques du plan gouvernemental pour l'emploi*, paru au début de 2005, des pistes d'action étaient proposées en vue de favoriser l'amélioration du niveau de qualification de la main-d'œuvre et le développement continu des compétences. L'une de ces pistes consistait à s'engager dans une démarche visant à mieux connaître les besoins du marché du travail. Dans cette perspective, le gouvernement a mandaté Emploi-Québec pour effectuer régulièrement des prévisions relatives au marché du travail québécois qui s'étendent sur dix ans plutôt que sur l'horizon habituel de cinq ans.

La présente étude, *Le marché du travail au Québec – Perspectives à long terme 2009-2018*, est le résultat d'un quatrième exercice de prévision à long terme entrepris pour remplir le mandat confié à Emploi-Québec. Dans un premier temps, l'étude décrit, sur un horizon de dix ans, les projections relatives à la population, à la population active, au chômage et à l'emploi pour le Québec. Dans un deuxième temps, elle aborde l'évolution prévue de l'emploi au Québec selon les secteurs d'activité économique. Dans un troisième temps, Emploi-Québec expose, en prenant en considération le même horizon temporel, les perspectives d'emploi par niveau et par domaine de compétences professionnelles. L'étude traite aussi des besoins de main-d'œuvre liés au remplacement des personnes qui se retireront du marché du travail. Enfin, elle jette un regard sur la dimension régionale des perspectives du marché du travail. Emploi-Québec a l'intention d'établir régulièrement ce type de prévisions à long terme de façon à tenir compte de toute nouvelle information susceptible d'infléchir les tendances prévues.

*La directrice du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie
et de l'information sur le marché du travail, par intérim*

Diane Pruneau

TABLE DES MATIÈRES

FONDEMENTS DU SCÉNARIO À LONG TERME	6
PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2009 À 2018	8
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SECTORIEL	14
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS	14
SECTEUR DES SERVICES	15
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE	18
DOMAINES DE COMPÉTENCE	18
NIVEAUX DE COMPÉTENCE	21
DEMANDE DE REMPLACEMENT	24
MARCHÉ DU TRAVAIL RÉGIONAL	26
TABLEAUX	28
BIBLIOGRAPHIE	36

LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

GRAPHIQUE 1.1	Variation annuelle de la population de 2008 à 2018	8
GRAPHIQUE 1.2	Variation annuelle de l'emploi et de la population active de 2008 à 2018	9
GRAPHIQUE 1.3	Taux d'activité des personnes de 15 à 64 ans selon le pays en 2008	10
GRAPHIQUE 1.4	Taux d'activité de 2008 à 2018	11
GRAPHIQUE 1.5	Taux d'emploi de 2008 à 2018	11
GRAPHIQUE 1.6	Chômage de 2008 à 2018	12
GRAPHIQUE 1.7	Taux de chômage de 1976 à 2018	13
GRAPHIQUE 2.1	Variation annuelle moyenne de l'emploi sectoriel de 2008 à 2018	14
GRAPHIQUE 2.2	Variation du nombre d'emplois par secteur de 2008 à 2018	17
GRAPHIQUE 3.1	Répartition de l'emploi selon le domaine de compétence en 2008	18
GRAPHIQUE 3.2	Variation annuelle moyenne de l'emploi par domaine de compétence de 2008 à 2018	19
GRAPHIQUE 3.3	Variation du nombre d'emplois par domaine de compétence de 2008 à 2018	20
GRAPHIQUE 3.4	Répartition de l'emploi selon le niveau de compétence en 2008	21
GRAPHIQUE 3.5	Variation annuelle moyenne de l'emploi par niveau de compétence de 2008 à 2018	22
GRAPHIQUE 3.6	Variation du nombre d'emplois par niveau de compétence de 2008 à 2018	22
GRAPHIQUE 4.1	Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite de la RRQ	24
GRAPHIQUE 5.1	Croissance annuelle moyenne de la population active et de l'emploi régionaux de 2008 à 2018	26
GRAPHIQUE 5.2	Taux de chômage québécois et régional en 2008 à 2018	27
TABLEAU 1	Le marché du travail au Québec de 2006 à 2018	28
TABLEAU 2	Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans de 2006 à 2018	30
TABLEAU 3	L'emploi par secteur d'activité de 2006 à 2018	32
TABLEAU 4.1	Domaine de compétence	34
TABLEAU 4.2	Niveau de compétence	34
TABLEAU 5	Nouvelles rentes de retraite versées par la RRQ	35

FONDEMENTS DU SCÉNARIO À LONG TERME

Le présent scénario, qui porte sur un horizon de dix ans, a été élaboré à l'aide des outils économétriques utilisés par l'équipe d'analyse du marché du travail qui a tracé les perspectives à moyen terme (horizon de cinq ans). Le modèle sectoriel s'appuie sur un scénario macroéconomique à long terme, en l'occurrence celui que le Conference Board du Canada a établi pour le Québec en 2009. Il permet d'estimer, dans l'avenir, la production, la productivité du travail et l'emploi par secteur d'activité. Pour les années 2009 à 2013, ces estimations ont été harmonisées avec celles des perspectives à moyen terme¹. Le scénario du Conference Board prévoit que la croissance économique diminuera vers le milieu de la prochaine décennie en raison du ralentissement démographique attendu.

La population future de 15 ans ou plus et celle de 15 à 64 ans ont été estimées en appliquant aux estimations de ces populations pour 2008 qui figurent dans l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, les pourcentages de variation annuelle, pour les années de prévision, d'un scénario de référence des perspectives démographiques établi en 2007 à la demande d'Emploi-Québec par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)².

Pour l'estimation du taux d'activité, les auteurs ont tenu compte de l'évolution passée de ce taux par groupe d'âge quinquennal³ au Québec et en Ontario, en examinant la tendance à la convergence entre les taux des deux provinces. Ont été également considérés les taux d'activité de la population de 15 à 64 ans de différents pays de l'OCDE. Les auteurs retiennent l'hypothèse que la plus grande rareté de la main-d'œuvre entraînée par le ralentissement démographique se traduira par une augmentation graduelle du taux d'activité. Ils ont constaté l'existence d'un seuil que les pays semblent avoir beaucoup de difficulté à franchir et qui correspond à un taux d'activité de 80 % de la population de 15 à 64 ans⁴.

Quant à l'emploi selon les professions, il dépend, d'une part, de l'évolution de l'emploi dans les secteurs d'activité où sont exercées ces professions et, d'autre part, de l'évolution de la proportion des emplois occupés dans chaque secteur par rapport à une profession donnée.

1. Pour l'information sur les perspectives à moyen terme, lire André GRENIER, *Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2009-2013*, Montréal, Emploi-Québec, Direction du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie et de l'information sur le marché du travail, juillet 2009.

2. Ce scénario, commandé par Emploi-Québec en 2007, prend en considération les tendances démographiques les plus récentes et se distingue essentiellement du scénario de référence que l'ISQ a publié en 2003 par une révision à la hausse de l'immigration nette (qui passe de 19 000 à 27 000 personnes par année) et de l'indice synthétique de fécondité des femmes (de 1,50 à 1,60 enfant par femme). Pour plus de détails sur le scénario de référence de 2003, voir INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, édition 2003, scénario A.

3. Les groupes d'âge quinquennaux vont de 15-19 ans à 65-69 ans. A été aussi considéré le taux d'activité de la population de 70 ans ou plus.

4. En 2008, l'Islande (86,9 %), la Suisse (82,3 %), la Suède (80,7 %) le Danemark (80,9 %) et la Norvège (80,2 %) étaient les seuls pays de l'OCDE dont le taux d'activité dépassait 80 %, encore qu'en Islande et en Suède, ce taux est plutôt calculé par rapport à la population de 16 à 64 ans. Source : ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2009*, Paris, p. 281.

Mise en garde

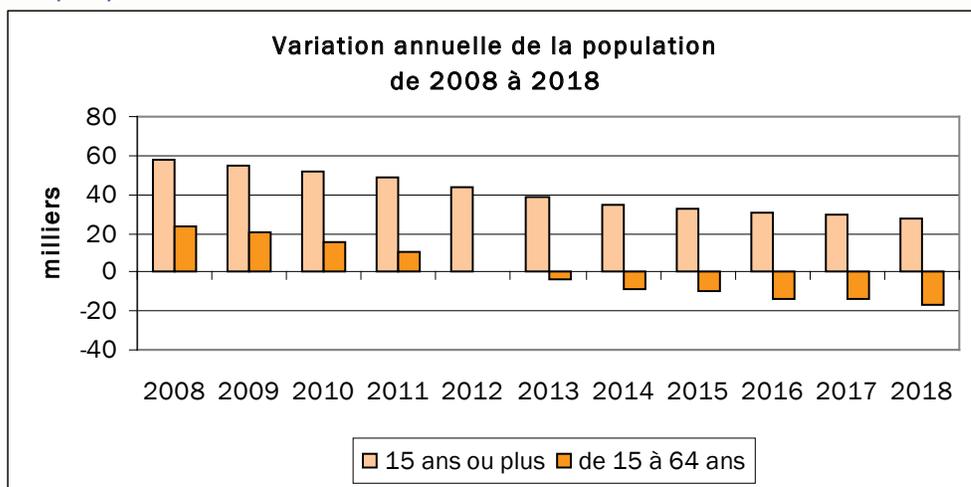
Les auteurs de la présente étude ne prétendent pas « prédire » ce que sera le marché du travail québécois dans dix ans. Les perspectives exposées ici reposent sur les tendances structurelles de l'économie québécoise ainsi que sur un grand nombre d'hypothèses, toutes vraisemblables, mais qui ne se confirmeront sans doute pas toutes au cours des années qui viennent. La monnaie canadienne, qui s'échangeait à peine à plus de 0,60 \$US en 2002, est maintenant près de la parité avec la devise américaine. Les conséquences d'une telle appréciation n'auraient pas pu être appréhendées à l'époque. Depuis l'an dernier, la planète est prise dans la tourmente de ce qui est présenté comme la plus importante récession de l'après-guerre. Il est difficile de mesurer quelles en seront les conséquences à moyen et long terme pour le marché du travail québécois. Au moment où les scénarios des prévisionnistes changent tous les mois, les perspectives présentées ici comportent une marge d'incertitude. Cependant, au-delà des phénomènes conjoncturels, certains facteurs structurels, notamment l'évolution démographique, seront bien plus déterminants pour décrire ce que sera le marché du travail dans dix ans.

PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2009 À 2018

L'évolution démographique, notamment celle de la population en âge de travailler, aura au cours des prochaines années une importance prépondérante quant à la capacité du marché du travail québécois de créer des emplois. Le Québec a connu, de l'immédiat après-guerre jusqu'au milieu des années 1960, un sursaut démographique de grande ampleur, suivi d'une forte chute de la natalité. Les premiers bébé-boumeurs et les premières bébé-boumeuses célèbrent en 2009 leur 63^e anniversaire de naissance. Ils seront de plus en plus nombreux à se retirer du marché du travail. La croissance de la population de 15 ans ou plus ralentit. La progression aura diminué de plus de moitié entre 2008 et 2018. Quant à la population de 15 à 64 ans, qui fournit encore aujourd'hui l'essentiel de la main-d'œuvre, elle aura bientôt fini de croître et elle amorcera son déclin en 2013⁵.

Quant à la population de 15 à 64 ans, qui fournit encore aujourd'hui l'essentiel de la main-d'œuvre, elle aura bientôt fini de croître et elle amorcera son déclin en 2013.

Graphique 1.1



Source : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives démographiques, scénario de référence, 2007*, commande spéciale d'Emploi-Québec.

Au cours des dix dernières années, le nombre d'emplois s'est accru de 624 000. La croissance prévue de l'emploi pendant les dix prochaines années est beaucoup plus modeste, avec la création de 271 000 postes. Le nombre d'emplois s'élèvera à 4 153 000 en 2018. Le ralentissement de la création d'emplois sera occasionné, au début de la période, par la récession qui sévit au Québec et ailleurs en Amérique du Nord. Plus tard, c'est la plus grande rareté de la main-d'œuvre qui freinera la croissance de l'emploi. Au cours des cinq premières années, soit d'ici 2013, un gain de 152 000 emplois est prévu malgré le repli attendu en 2009. Seulement

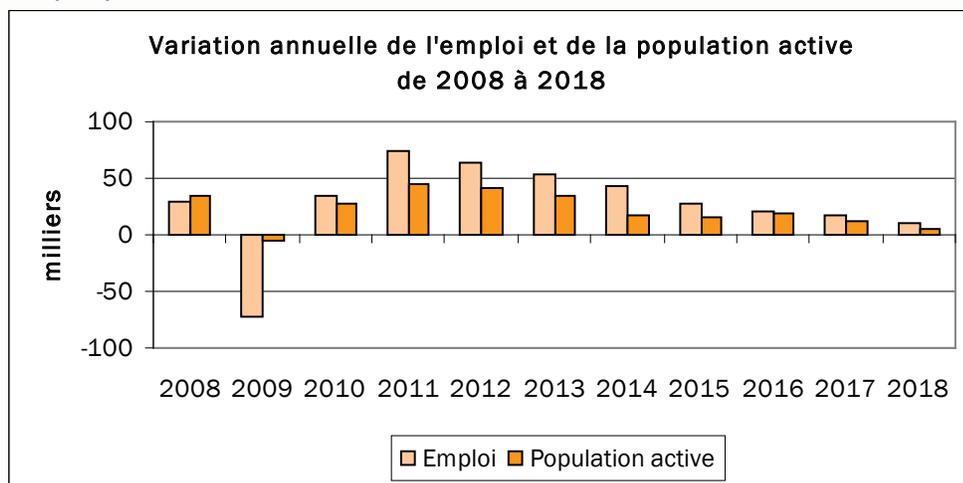
5. Un nouveau scénario démographique rendu public cette année par l'ISQ repousse d'un an, soit en 2014, le déclin de la population de 15 à 64 ans. Ce scénario sera utilisé en 2010 pour la réalisation des perspectives du marché du travail 2010-2019.

119 000 emplois devraient s'ajouter entre 2013 et 2018. Le taux de croissance moyen de l'emploi ralentira de 0,8 % par année d'ici 2013 à 0,6 % par année par la suite.

Les personnes âgées viendront à la rescousse : en 2018, près de 100 000 emplois de plus qu'en 2008 seront occupés par des personnes de 65 ans ou plus. L'emploi de ces dernières a été multiplié par 2,5 depuis 2000, passant de 28 000 à 72 000 postes, et la tendance devrait prendre de l'ampleur en raison de l'arrivée des bébé-boumeurs et des bébé-boumeuses dans ce groupe. Au cours des cinq dernières années de prévision, soit les années 2014 à 2018, 40 % de la croissance de l'emploi sera attribuable au maintien ou au retour en emploi des personnes de 65 ans ou plus. Malgré la contribution des aînés et des aînées, le marché du travail québécois aura atteint, en 2018, la limite de sa capacité à accroître l'emploi, et ce par manque de personnel disponible. Il deviendra de plus en plus difficile de pourvoir les postes offerts.

...en 2018, près de 100 000 emplois de plus qu'en 2008 seront occupés par des personnes de 65 ans ou plus. Au cours des années 2014 à 2018, 40 % de la croissance de l'emploi sera attribuable au maintien ou au retour en emploi des personnes de 65 ans ou plus.

Graphique 1.2



Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2009 à 2018.

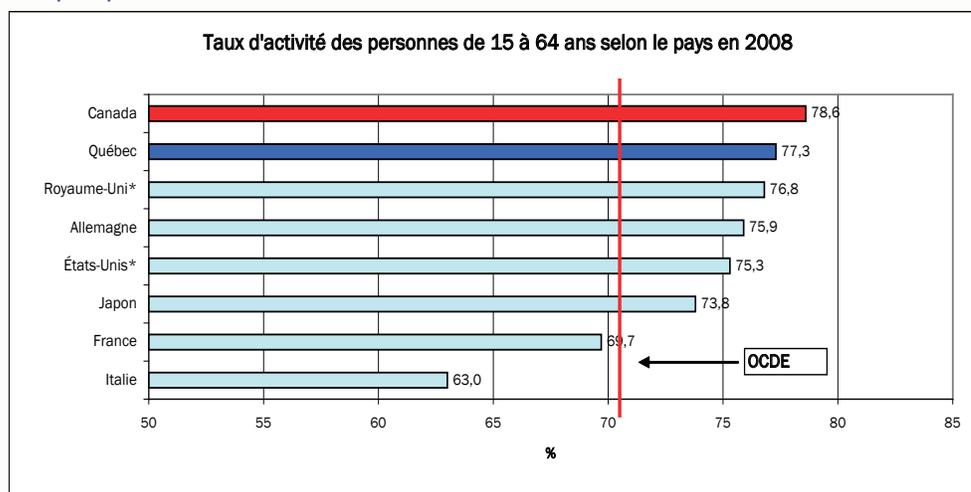
La population active⁶ croîtra, elle aussi, de plus en plus lentement avec le temps. Le scénario prévoit que 212 000 personnes rejoindront ses rangs d'ici 2018 (contre 553 000 au cours des dix dernières années), ce qui en portera le nombre à 4 397 000. L'arrivée de 143 000 personnes est attendue sur le marché du travail au cours des cinq prochaines années, mais seulement 69 000 les suivront au cours des cinq années suivantes. Le déclin de la population de 15 à 64 ans prévu à partir de 2013 se traduira par une diminution de 68 000 personnes dans ce groupe d'âge jusqu'en 2018. Malgré l'augmentation attendue du taux d'activité de ce groupe, la population active de moins de 65 ans devrait amorcer son déclin en 2018, la présence accrue des aînés et des aînées sur le marché

6. La population active est la population civile de 15 ans ou plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements) qui, durant la semaine de référence de l'enquête, était occupée ou en chômage. Source : STATISTIQUE CANADA, *Guide de l'Enquête sur la population active 2009*, p. 17.

du travail suffisant tout juste à compenser la diminution de la population active de moins de 65 ans.

Le taux d'activité⁷ de la population de 15 à 64 ans, qui était de 77,3 % en 2008, se trouvait déjà parmi les plus élevés des pays industrialisés. Parmi les pays du G7, seul le Canada avait alors un taux d'activité plus élevé que celui du Québec pour la population de ce groupe d'âge⁸. Le taux moyen des pays de l'OCDE ne s'élevait qu'à 70,8 %. Le taux d'activité québécois devrait se replier légèrement cette année, à 76,9 %, avant de reprendre sa progression qui le conduira à 79,8 % en 2018. La possibilité d'augmentation de la participation de la population de 15 à 64 ans au marché du travail aura alors sans doute atteint sa limite.

Graphique 1.3



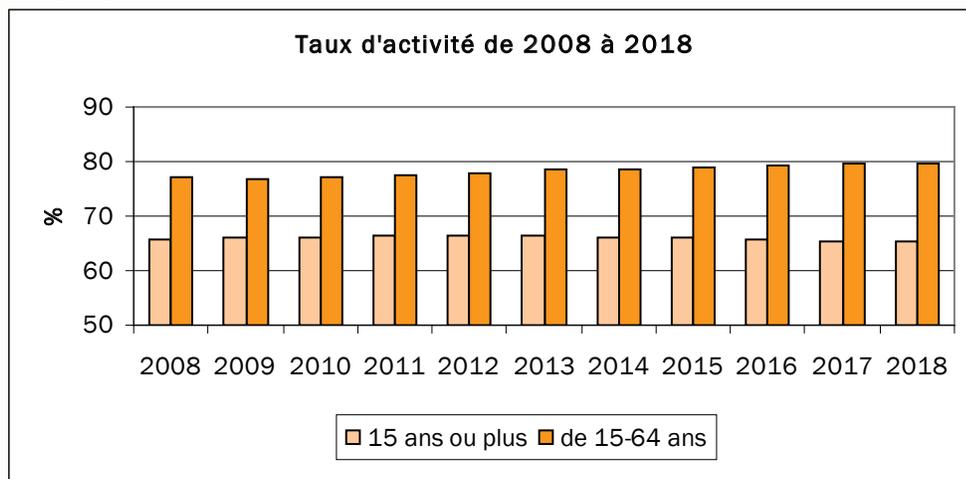
Sources : ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2009*, Paris, 316 pages; STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*. Pour le Royaume-Uni et les États-Unis, personnes de 16 à 64 ans

Quant au taux d'activité de la population de 15 ans ou plus, qui avait recommencé à monter en 2007 après trois années consécutives de repli, et qui a maintenu ses acquis en 2008, à 65,7 %, il connaîtra lui aussi une contraction cette année, à 65 %, avant de recommencer à croître jusqu'en 2013, à 65,5 %. Par la suite, le poids croissant de la population de plus de 65 ans, peu présente sur le marché du travail, enclenchera le début d'une lente décroissance, qui ramènera son taux d'activité à 65 % en 2018.

7. Le taux d'activité correspond au pourcentage de la population active totale par rapport à l'ensemble de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'activité pour un groupe donné correspond au pourcentage de la population active dans ce groupe par rapport à l'effectif total de ce groupe. Source : STATISTIQUE CANADA, *op. cit.*, p. 19.

8. Sources : ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *op. cit.*, p.281; STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*. Le G7 est composé des pays suivants : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada.

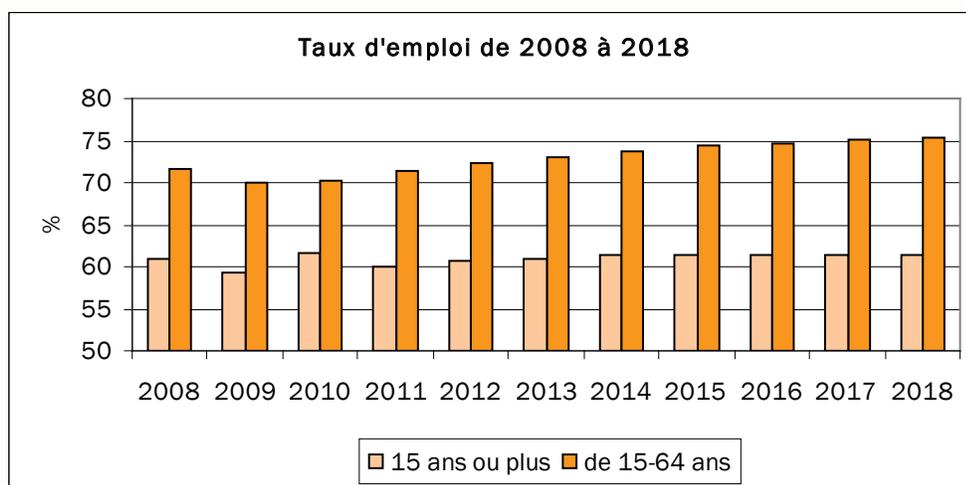
Graphique 1.4



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2009 à 2018.

Le taux d'emploi⁹, qui a glissé de 61 % en 2007 à 60,9 % en 2008, reculera à 59,3 % en 2009 et fera du surplace en 2010 avant de repartir à la hausse. Il faudra attendre 2013 pour que soit rattrapé le terrain perdu. Ce taux plafonnera à 61,5 % de 2015 à 2017, avant d'entreprendre un repli en 2018. Le taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans, qui se repliera lui aussi en 2009, renouera avec sa progression des années récentes pour le reste de la période. De 71,7 % en 2008, il reculera à 70 % en 2009, puis remontera jusqu'à 75,3 % en 2018.

Graphique 1.5

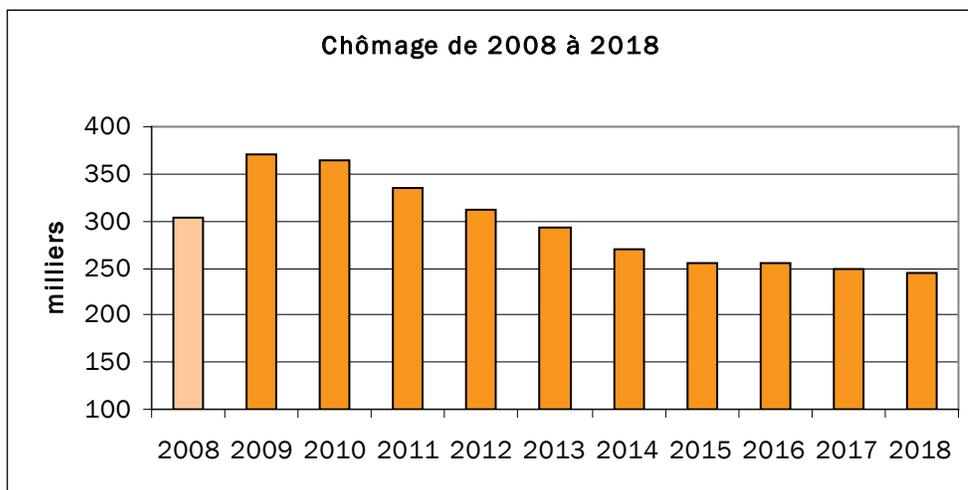


Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2009 à 2018.

9. Le taux d'emploi correspond au nombre de personnes occupées, exprimé en pourcentage de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'emploi d'un groupe particulier correspond au nombre de personnes occupées dans ce groupe, exprimé en pourcentage de l'effectif de ce groupe. Source : STATISTIQUE CANADA, *op. cit.*, p. 20.

Le recul de l'emploi fera monter de façon importante le chômage¹⁰ en 2009, le faisant passer de 303 000 en 2008 à 371 000. Par la suite, la croissance plus importante de l'emploi que de la population active entraînera le chômage à la baisse. Le nombre de chômeuses et de chômeurs, qui a chuté de 71 000 depuis dix ans, devrait diminuer de 59 000 d'ici 2018, malgré la hausse prévue en 2009, ce qui en portera le nombre à 244 000.

Graphique 1.6



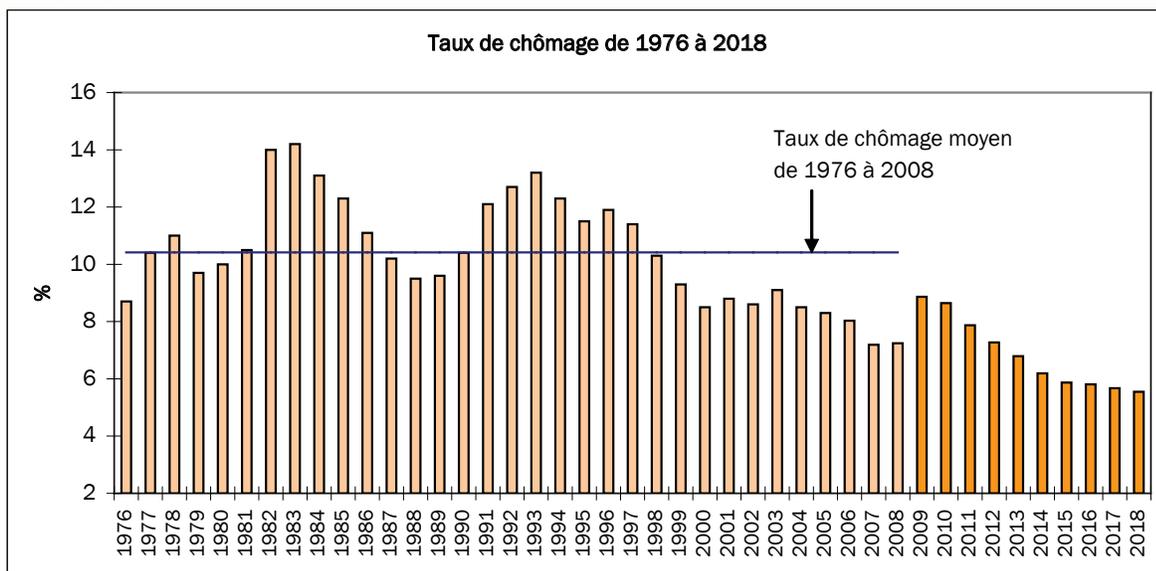
Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2009 à 2018.

Le taux de chômage, qui avait reculé à 7,2 % en 2007, soit le taux le plus bas que le marché du travail québécois ait connu depuis 1974, et s'était maintenu à ce taux l'an dernier, subira une hausse importante en 2009 avant de renouer avec sa tendance baissière. Il devrait glisser sous le seuil de 7 % en 2013 et reculer jusqu'à 5,5 % en 2018. Ce sera le taux de chômage le plus bas observé depuis 1967. Il deviendra alors de plus en plus difficile de réduire le chômage, qui en sera surtout un de courte durée, attribuable au temps voulu pour apparier les compétences des personnes disponibles aux besoins de main-d'œuvre.

Le taux de chômage subira une hausse importante en 2009 avant de renouer avec sa tendance baissière. Il devrait glisser sous le seuil de 7 % en 2013 et reculer jusqu'à 5,5 % en 2018.

10. Les chômeurs et chômeuses sont les personnes qui, durant la semaine de référence de l'enquête, étaient disponibles pour travailler et avaient été mises à pied temporairement, avaient cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes ou devaient commencer un emploi au cours des quatre semaines suivantes. Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs et de chômeuses, exprimé en pourcentage de la population active. Source : STATISTIQUE CANADA, *op. cit.*, p. 7-8, 19.

Graphique 1.7



Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2009 à 2018.

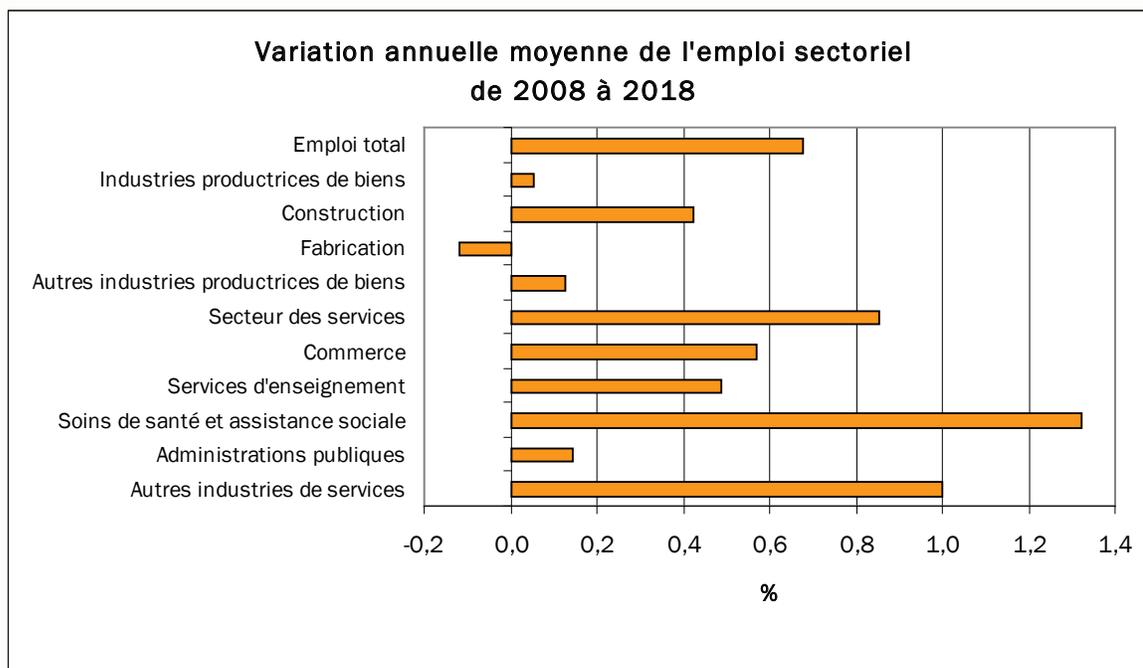
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SECTORIEL

La croissance de l'emploi se concentrera du côté des services, où il progressera en moyenne de 0,9 % d'ici 2018, pendant qu'il fera du surplace dans le secteur de la production de biens. De ce côté, le nombre d'emplois augmentera de 5 000 entre 2008 et 2013, pour demeurer inchangé par la suite. Pendant ce temps, aux 147 000 emplois qui se créeront dans le secteur des services au cours des cinq prochaines années s'ajouteront 119 000 emplois dans les cinq années suivantes.

On ne doit pas s'étonner des perspectives limitées du côté de la production de biens. Depuis 1976, tandis que l'emploi total augmentait de plus de 50 % et celui du secteur des services, de plus de 80 %, la production de biens a perdu 8 000 emplois malgré les gains observés dans les secteurs de la construction et des services publics.

La croissance de l'emploi se concentrera du côté des services, pendant qu'il fera du surplace dans le secteur de la production de biens.

Graphique 2.1



Source : Estimations d'Emploi-Québec.

INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS

Le nombre d'emplois reculera de 6 000 dans le secteur de la fabrication. La perte de 31 000 emplois prévue cette année sera en grande partie compensée par les gains des années suivantes, laissant une perte de 4 000 emplois d'ici 2013. Par

la suite, 2 000 autres emplois disparaîtront, dans un contexte de plus grande rareté de main-d'œuvre. La fabrication de biens durables, malgré le recul prévu cette année, aura gagné 6 000 emplois d'ici 2013, mais elle n'enregistrera aucun gain entre 2013 et 2018. L'emploi sera en hausse notamment dans la fabrication de matériel de transport et dans celle de produits électriques, pendant que les industries des produits en bois, du meuble et de la première transformation des métaux continueront de voir leur emploi reculer. Du côté de la fabrication de biens non durables, la perte de 10 000 emplois est prévue au cours des cinq premières années, concentrée la première année, suivie de la perte de 2 000 emplois supplémentaires au cours des cinq années suivantes. Les pertes viendront principalement des industries des vêtements et des produits en cuir, des usines de textiles et de produits textiles ainsi que de la fabrication du papier, pendant que l'industrie des aliments et boissons connaîtra une croissance de sa main-d'œuvre.

L'industrie de la construction continuera de bénéficier pendant plusieurs années de la hausse prévue des dépenses dans les infrastructures publiques (construction et réfection d'établissements scolaires et de santé, construction et réfection du réseau routier, du réseau d'aqueduc et d'égouts) et des investissements dans la production et le transport d'énergie, qui feront plus que compenser le ralentissement de la construction résidentielle, poussant l'emploi à des niveaux historiques. L'emploi devrait toutefois plafonner au cours des cinq dernières années, ce qui laissera tout de même un gain net de 9 000 postes d'ici 2018.

Pendant ce temps, le nombre d'emplois augmentera de moins de 2 000 dans les autres industries productrices de biens¹¹. On peut s'attendre à une progression de l'emploi dans les services publics en raison, notamment, des projets annoncés dans le domaine de la production hydroélectrique et éolienne. Pendant ce temps, le retour à des niveaux élevés de la valeur des métaux au lendemain de la récession contribuera à soutenir la production et l'emploi dans les mines. Cependant, les limites de la ressource forestière et les problèmes de relève agricole devraient se traduire par une diminution de la main-d'œuvre dans ces industries.

SECTEUR DES SERVICES

Dans le secteur des services, on prévoit une hausse du nombre d'emplois de 66 000 dans celui des soins de santé et de l'assistance sociale, de 37 000 dans le domaine du commerce et de 148 000 dans les autres industries de services¹². Le nombre d'emplois doit progresser de 13 000 dans les services d'enseignement et de 3 000 dans les administrations publiques.

11. Les autres industries productrices de biens comprennent l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, l'extraction minière ainsi que les services publics.

12. Les autres industries de services comprennent le transport et l'entreposage, la finance, les assurances, l'immobilier et les services de location, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien, l'information, la culture et les loisirs, l'hébergement et les services de restauration ainsi que les autres services.

La croissance de l'emploi dans le secteur du commerce sera légèrement inférieure à la moyenne, renversant la tendance observée depuis la fin des années 1990. Les ménages ont bénéficié au cours de cette période d'importantes baisses d'impôts. Avec la détérioration des finances publiques provoquée par la récession, l'allègement du fardeau fiscal ne sera plus au rendez-vous pour plusieurs années, ce qui limitera le rythme de croissance de leur consommation. À moyen terme, les décaissements des sommes mises de côté pour la retraite par un nombre de plus en plus grand de personnes retraitées contribueront à soutenir cette consommation. Aux 20 000 emplois créés d'ici 2013 s'en ajouteront 16 000 au cours des années suivantes, ce qui portera l'emploi du secteur à 661 000 en 2018.

Dans les services d'enseignement, la clientèle du primaire sera gonflée par la hausse notable des naissances observée depuis le milieu de la décennie, tandis que la chute des naissances de la fin des années 1990 au milieu des années 2000 réduira celles des ordres secondaire et collégial. Pendant ce temps, la population de 20 à 25 ans, en âge de fréquenter l'université, se maintiendra. La réduction prévue du nombre d'élèves par classe au primaire, l'augmentation du budget alloué à l'aide aux élèves en difficulté, la tendance à l'allongement de la fréquentation scolaire sont autant de facteurs qui contribueront à contrer l'effet de la baisse de la clientèle potentielle. En outre, en raison des exigences du marché du travail, la formation continue n'arrêtera pas de connaître une progression constante.

Dans la santé, le défi démographique sera d'une tout autre nature. Tandis que la population de moins de 65 ans amorcera son déclin dans quelques années, le nombre de personnes de 65 ans ou plus augmentera de 40 % d'ici 2018, et les personnes très âgées, celles de 85 ans ou plus, verront leurs rangs grossir de plus de 50 %. Or, ces personnes sont de bien plus grandes consommatrices de soins de santé que les autres groupes de la population. La hausse de la natalité occasionnera, de son côté, une demande plus forte pour les services à la petite enfance. L'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale devrait augmenter de 1,3 % par année, ce qui est presque trois fois inférieur à la croissance de 3,6 % par année observée au cours des dix dernières années. La création d'emplois sera plus importante pendant les cinq premières années, le secteur accueillant 37 000 personnes de plus. De 2013 à 2018, la croissance de l'emploi dans le secteur ne sera que de 29 000 postes, ralentie par l'accélération des départs à la retraite et par la rareté de plus en plus grande de la main-d'œuvre disponible. D'ici 2018, on trouvera dans le secteur de la santé et de l'assistance sociale le quart de la croissance de l'emploi total.

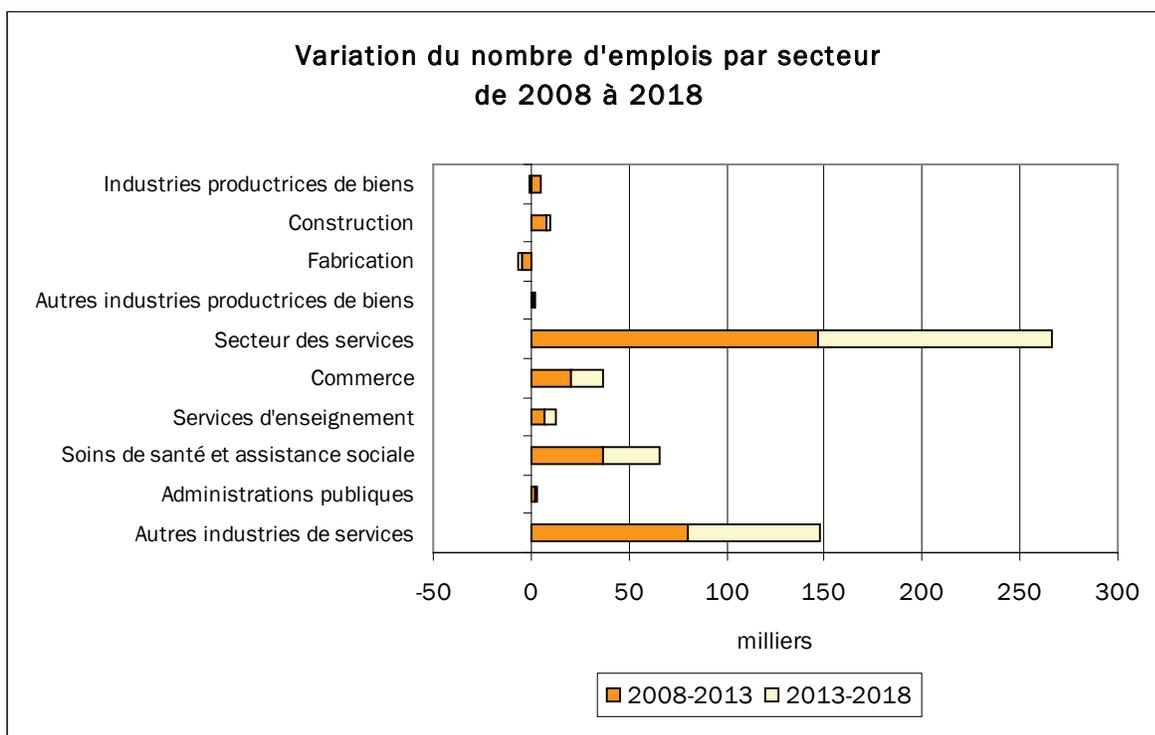
L'emploi variera très peu dans les administrations publiques. Un repli devrait s'opérer du côté de l'administration québécoise, commandé par la politique du Conseil du trésor qui consiste à réduire de 20 % en dix ans la taille de la fonction

...le nombre de personnes de 65 ans ou plus augmentera de 40 % d'ici 2018, et les personnes très âgées, celles de 85 ans ou plus, verront leurs rangs grossir de plus de 50 %. La hausse de la natalité occasionnera, de son côté, une demande plus forte pour les services à la petite enfance. D'ici 2018, on trouvera dans le secteur de la santé et de l'assistance sociale le quart de la croissance de l'emploi total.

publique, en ne remplaçant qu'une retraitée ou un retraité sur deux. Étant donné que près de 20 % de la fonction publique provinciale est âgée de plus de 55 ans, les départs à la retraite seront nombreux dans les années qui viennent. Du côté de l'administration fédérale, la récession aura eu raison de la période des surplus budgétaires, qui a laissé place à une période d'importants déficits, ce qui pourrait inciter les autorités à freiner l'embauche.

Malgré la perte de 30 000 emplois prévue en 2009, la croissance de l'emploi dans les autres industries de services sera plus importante au cours des cinq premières années (80 000) qu'au cours des cinq années suivantes (67 000). Les gains seraient plus importants dans les services professionnels, scientifiques et techniques, dans la finance, les assurances, l'immobilier et la location ainsi que dans les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien.

Graphique 2.2



Source : Estimations d'Emploi-Québec.

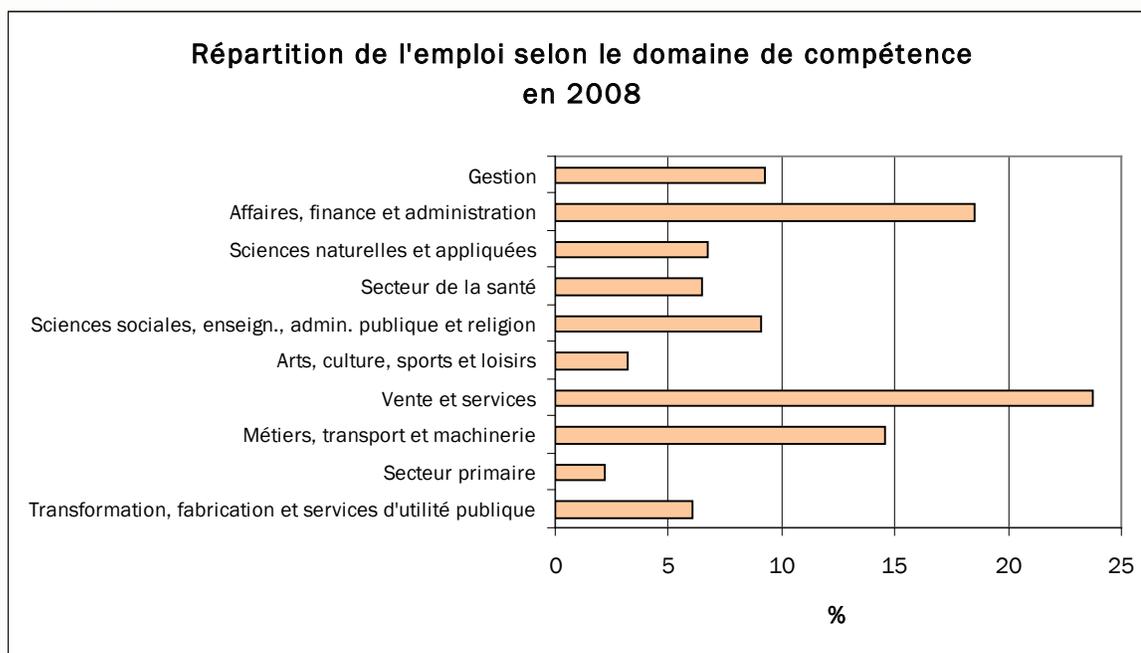
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE

La *Classification nationale des professions* répartit les professions en dix domaines de compétence : gestion; affaires, finance et administration; sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés; secteur de la santé; sciences sociales, enseignement, administration publique et religion; arts, culture, sports et loisirs; vente et services; métiers, transport et machinerie; secteur primaire; transformation, fabrication et services d'utilité publique. Elle les répartit également selon cinq niveaux de compétence : gestion (la gestion est considérée à la fois comme un domaine et un niveau de compétence); professionnel; technique; intermédiaire; élémentaire¹³.

DOMAINES DE COMPÉTENCE

Le domaine de la vente et des services employait à lui seul près du quart de la main-d'œuvre en 2008. Il comprend notamment les professions de la vente en gros et au détail, de la restauration et des services personnels, mais aussi les policiers et policières et les pompiers et pompières. Ce domaine était suivi de

Graphique 3.1



Source : Estimations d'Emploi-Québec.

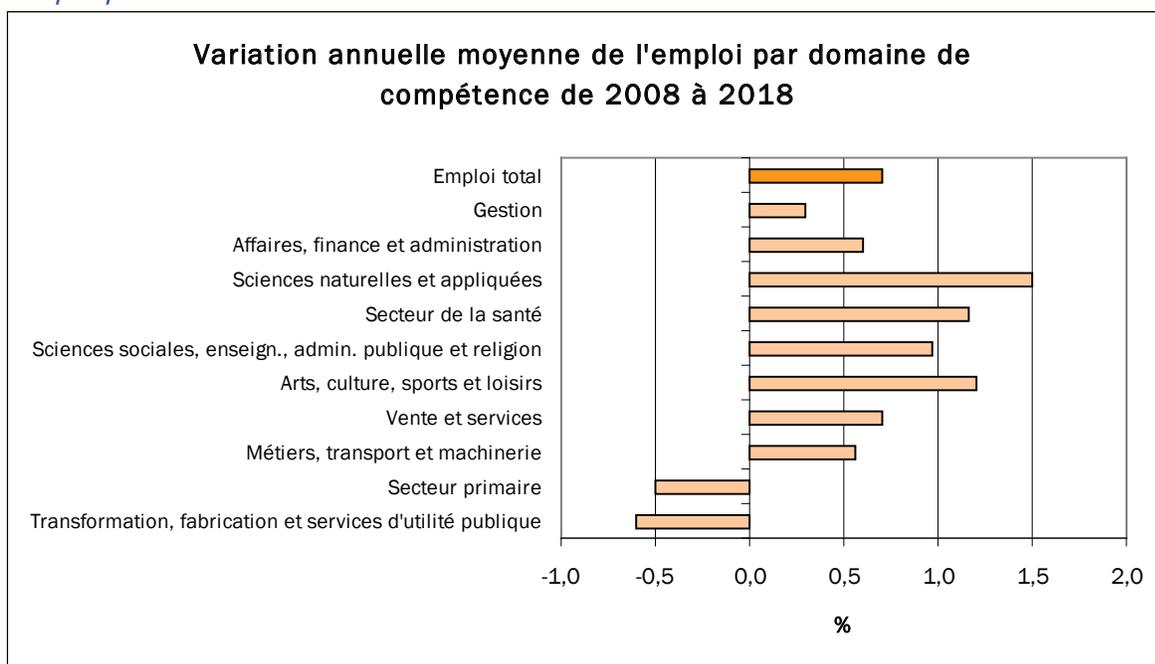
13. RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA, *Classification nationale des professions 2006 – Descriptions des professions*, Ottawa, 2006.

celui des affaires, de la finance et de l'administration, qui compte un peu moins de 20 % des emplois, et de celui des métiers, du transport et de la machinerie, qui en compte 15 %. Les métiers du secteur primaire et ceux des arts, de la culture, des sports et des loisirs fermaient la marche, en fournissant ensemble à peine plus de 5 % de l'emploi total.

Quatre domaines de compétence se démarqueront par un rythme de croissance de leur effectif plus élevé que celui de l'emploi total (0,7 % par année) d'ici 2018. En tête se trouve le domaine des sciences naturelles et appliquées (1,5 %), porté par la vigueur de l'emploi dans les technologies de l'information, d'une part, et les importants projets d'investissement dans le génie civil et la voirie, d'autre part. Suivent au deuxième rang le domaine des arts, de la culture, des sports et des loisirs, dont la croissance de l'emploi (1,2 %) reposera sur l'augmentation des dépenses de consommation des ménages, et le secteur de la santé (1,2 %), où la croissance de l'emploi s'appuiera sur l'évolution démographique. Les gains d'emplois dans la santé se feront surtout du côté des emplois de niveau technique et des emplois de soutien, où les salaires sont moins élevés. Enfin, au quatrième rang, on trouve les professions des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion (1 %), domaine qui comprend notamment les éducateurs et éducatrices de la petite enfance.

Trois autres domaines connaîtront une croissance de l'emploi comparable à la moyenne, soit le domaine de la vente et des services (0,7 %), celui des affaires, de la finance et de l'administration (0,6 %), et celui des métiers, du transport et de la machinerie (0,6 %).

Graphique 3.2



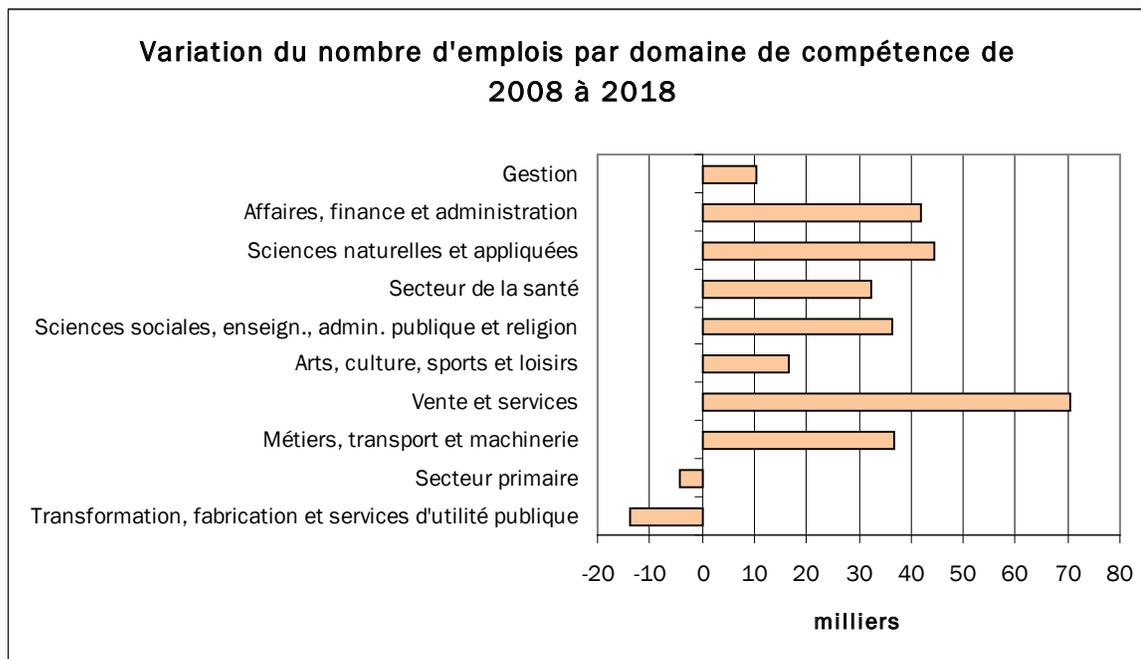
Source : Estimations d'Emploi-Québec.

Enfin, un domaine restera, à cet égard, sous la moyenne, et les deux derniers devraient connaître une décroissance. Les emplois dans le domaine de la gestion devraient progresser à un rythme deux fois plus lent que la moyenne (0,3 %). Quant aux métiers du secteur primaire (-0,5 %) et ceux de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique (-0,6 %), ils subiront les conséquences de la faiblesse attendue de l'emploi dans la production de biens.

Bien qu'il ne se classe qu'au milieu du peloton quant au taux de croissance de l'emploi, le domaine de la vente et des services, où il se créera 70 000 nouveaux emplois, fournira le quart des 271 000 emplois supplémentaires prévus d'ici 2018, ce qui le place devant les professions des sciences naturelles et appliquées (44 000) et celles des affaires, de la finance et de l'administration (42 000).

Malgré un rythme de croissance élevé de l'emploi prévu dans le domaine des arts, de la culture, des sports et des loisirs et dans celui de la santé, le premier ne fournira que 17 000 nouveaux emplois et le second, 33 000. Ils seront devancés par les domaines des métiers, du transport et de la machinerie (37 000) ainsi que par ceux des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion (36 000). Le domaine de la gestion se dotera de 10 000 nouveaux postes. Enfin, deux domaines fermeront la marche, en voyant leur emploi reculer : les métiers du secteur primaire seront en baisse de 4 000 personnes tandis que ceux de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique connaîtront une diminution d'effectif de 14 000 personnes.

Graphique 3.3

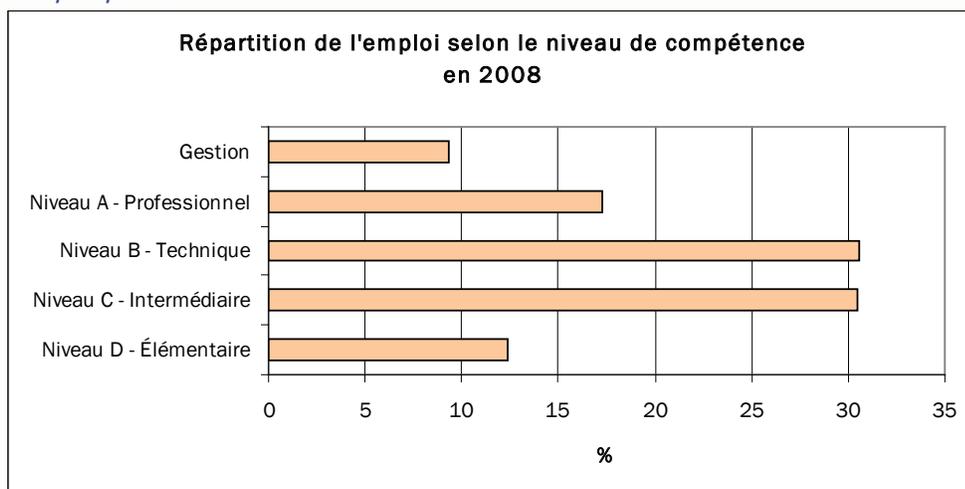


Source : Estimations d'Emploi-Québec.

NIVEAUX DE COMPÉTENCE

C'est dans les métiers des niveaux technique et intermédiaire que se concentrait la majorité des emplois en 2007. Les emplois de niveau technique, dont la plupart demandent une formation technique collégiale ou une formation professionnelle du secondaire, étaient exercés par 31 % de la main-d'œuvre. Les emplois de niveau intermédiaire, pour lesquels un diplôme d'études secondaires et une courte formation en entreprise sont généralement suffisants, occupaient eux aussi 31 % de la main-d'œuvre. Les emplois de niveau professionnel, pour lesquels une formation universitaire est normalement exigée, étaient exercés par 17 % de la main-d'œuvre, tandis que ceux de niveau élémentaire, pour lesquels les exigences sont minimales, en occupaient 12 %. Enfin, 9 % de la main-d'œuvre occupait des emplois de gestion.

Graphique 3.4

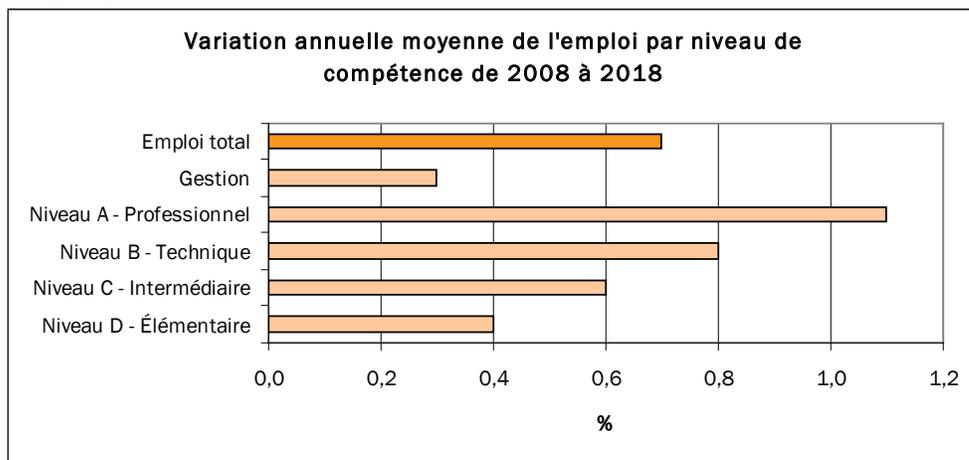


Source : Estimations d'Emploi-Québec.

Les emplois de niveau professionnel connaîtront le taux de croissance le plus élevé, soit 1,1 % par année.

Les emplois de niveau professionnel connaîtront le taux de croissance le plus élevé, soit 1,1 % par année. Juste au-dessus de la moyenne, on trouve les emplois de niveau technique, avec une croissance annuelle de 0,8 %. Suivent les emplois de niveau intermédiaire, dont la croissance attendue est de 0,6 % par année. Les emplois de niveau élémentaire, dont la croissance prévue est de 0,4 % par année, et les emplois de gestion, dont la croissance moyenne prévue est de 0,3 %, fermeront la marche.

Graphique 3.5

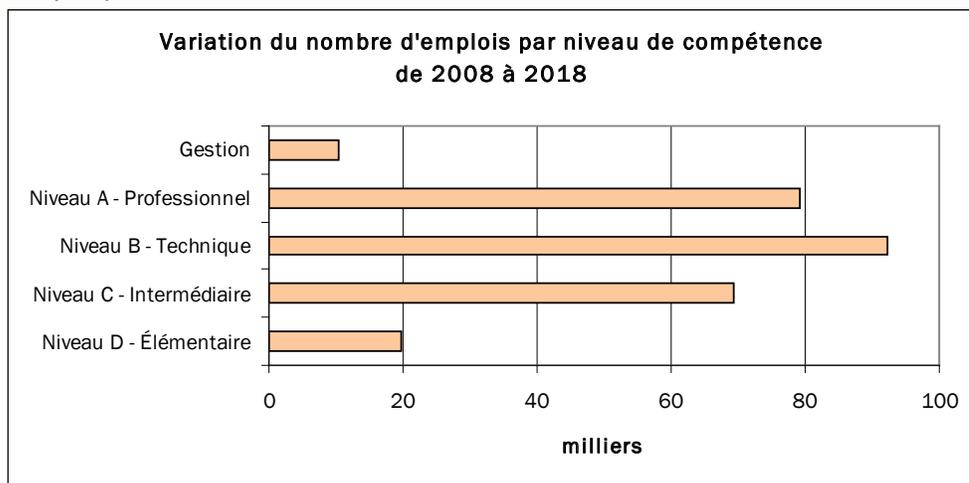


Source : Estimations d'Emploi-Québec.

Comme dans le cas des domaines de compétence, le fait que le niveau de compétence professionnel soit appelé à connaître le plus fort rythme de croissance ne lui assurera pas la plus grande part des nouveaux emplois. Les 79 000 nouveaux emplois attendus pour ce niveau ne le classent qu'au deuxième rang à ce chapitre, pas très loin toutefois derrière le niveau technique (92 000 postes), mais devant le niveau intermédiaire (69 000 postes).

Les métiers de niveau élémentaire, exercés par près de 500 000 personnes en 2008, fourniront 20 000 emplois de plus d'ici 2018. Ces nouveaux emplois se trouveront surtout dans le commerce de détail (caissières et caissiers, préposées et préposés à l'emballage) et dans la restauration (serveuses et serveurs au comptoir, aides de cuisine, plongeurs et plongées). Enfin, comme il a été mentionné précédemment, 10 000 postes seront réservés à la gestion.

Graphique 3.6



Source : Estimations d'Emploi-Québec.

Du côté des emplois de niveau technique, les métiers pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée (niveau technique I) étaient exercés, en 2008, par 41 % des personnes occupant un emploi de niveau technique, et 59 % d'entre elles exerçaient un métier demandant normalement une formation professionnelle du secondaire (niveau technique II). Or, les deux tiers de la croissance de l'emploi de niveau technique devraient toucher les métiers du niveau technique I, soit 63 000 nouveaux emplois, contre 30 000 pour les métiers de niveau technique II.

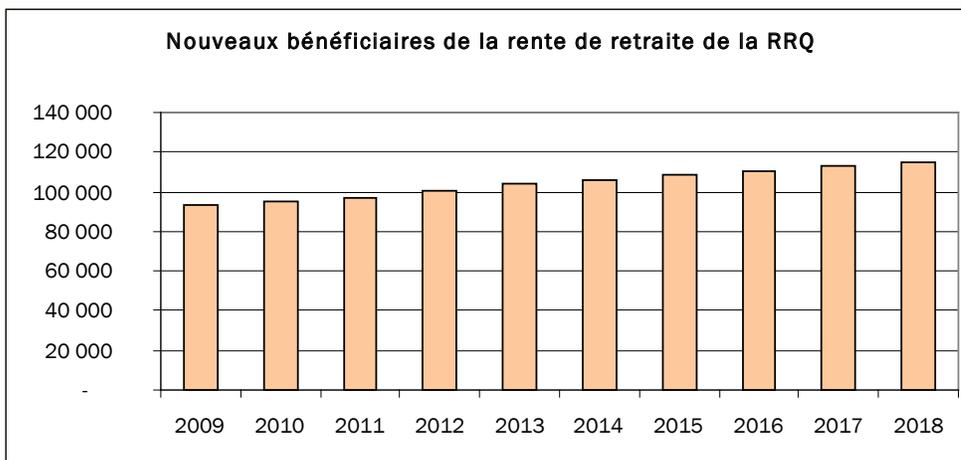
En distinguant ces deux groupes, on constate que les emplois de niveau technique I, dont le taux de croissance moyen est de 1,2 % par année, sont ceux qui connaîtront le plus fort rythme de progression, tout juste devant les emplois de niveau professionnel. Par contre, les métiers de niveau technique II ne connaîtront qu'une progression de 0,4 % par année, ce qui les place à égalité avec les emplois de niveau élémentaire.

Le niveau technique II, malgré une estimation positive pour les métiers de la vente et des services, sera touché par le déclin du métier de secrétaire et par la faiblesse prévue de l'emploi du côté des industries productrices de biens. Pendant ce temps, les métiers de niveau technique I devraient profiter d'une bonne croissance, principalement dans le secteur de la finance et dans celui des technologies de l'information et des communications.

DEMANDE DE REMPLACEMENT

La création prévue de 271 000 emplois entre 2008 et 2018 n'est pas, tant s'en faut, la seule source des besoins de main-d'œuvre que le Québec connaîtra au cours de cette décennie. Le nombre de nouveaux retraités et de nouvelles retraitées, estimé en fonction du nombre de nouvelles et de nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime de rentes du Québec, et qui se situait à moins de 65 000 en 2000, devait atteindre 89 000 en 2008¹⁴. Le vieillissement de la main-d'œuvre et l'arrivée imminente des premiers bébé-boumeurs et des premières bébé-boumeuses à l'âge de la retraite accéléreront le rythme des retraits du marché du travail. Selon les projections de la Régie des rentes du Québec (RRQ), leur nombre devrait s'élever à 115 000 en 2018. Pour l'ensemble de la période, c'est un peu plus de 1 million de personnes qui devraient quitter le marché du travail. C'est dire qu'il faudra remplacer, en dix ans, plus du quart (27 %) de la main-d'œuvre présentement en emploi.

Graphique 4.1



Source : RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2006*. Les projections ont été ajustées par Emploi-Québec pour exclure les nouvelles et les nouveaux bénéficiaires résidant à l'extérieur du Québec.

Pour remplacer les personnes retraitées et faire face à la croissance prévue de l'emploi, c'est plus de 1,3 million de personnes qui devront faire leur entrée sur le marché du travail, dont près de 80 % pour remplacer celles qui le quitteront. Certains secteurs d'activité seront plus touchés par les départs à la retraite, au premier rang desquels l'enseignement, où 33 % du personnel devrait avoir quitté son poste au cours des dix prochaines années. Dans la santé et l'assistance

Pour remplacer les personnes retraitées et faire face à la croissance prévue de l'emploi, c'est plus de 1,3 million de personnes qui devront faire leur entrée sur le marché du travail, dont près de 80 % pour remplacer celles qui le quitteront.

14. À l'exclusion des nouvelles et des nouveaux bénéficiaires résidant à l'extérieur du Québec.

sociale, 30 % en feront autant et dans les administrations publiques, ils seront 29 %, comme dans la fabrication. Dans le commerce, seulement 22 % de la main-d'œuvre prendrait sa retraite d'ici 2018¹⁵.

Par ailleurs, des besoins de remplacement se manifestent également lorsque des personnes abandonnent un métier pour en exercer un autre. Les besoins liés à la mobilité professionnelle ne créent pas de besoins nets supplémentaires de main-d'œuvre, puisqu'ils sont comblés par des personnes déjà présentes sur le marché du travail. Ils ont toutefois des conséquences sur la demande de main-d'œuvre pour plusieurs métiers, notamment les métiers moins qualifiés – par exemple, les emplois de caissière ou caissier ou de commis-vendeuse ou commis-vendeur dans la vente au détail, ou encore, ceux de serveuse ou serveur ou de manœuvre – qui sont souvent des métiers d'entrée sur le marché du travail. Ces métiers connaissent souvent une demande de main-d'œuvre soutenue en raison d'un fort roulement de personnel.

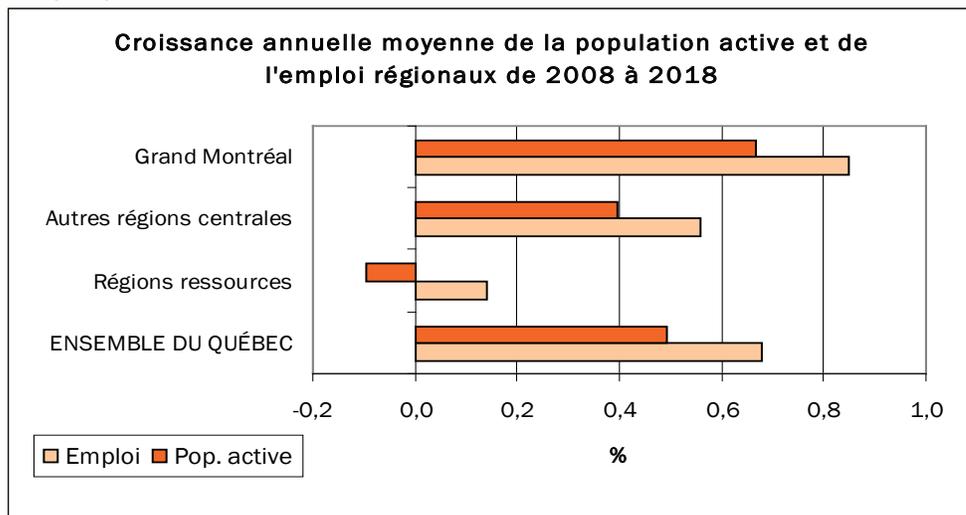
15. La répartition des futures personnes retraitées entre les secteurs d'activité ainsi qu'entre les domaines et les niveaux de compétence a été obtenue en appliquant aux projections de nouvelles et nouveaux bénéficiaires du Régime de rentes du Québec les taux de retraite du Modèle de demande du Système de projection des professions au Canada (SPPC) de RHDSC.

MARCHÉ DU TRAVAIL RÉGIONAL

L'évolution démographique prévue selon les régions¹⁶ sera un élément déterminant des tendances du marché du travail régional. Tandis que la population de 15 ans ou plus progressera en moyenne de 0,6 % par année dans l'ensemble du Québec entre 2008 et 2018, la progression atteindra 0,8 % dans la grande région montréalaise¹⁷, qui sera la principale bénéficiaire de l'apport de l'immigration internationale. La croissance annuelle de la population sera plus modeste dans les autres régions centrales¹⁸, soit de 0,5 % par année, alors que cette population aura amorcé sa décroissance, à un rythme de 0,2 % par année, dans les régions ressources¹⁹. Dans ces dernières régions, le déclin de la population de 15 ans ou plus devrait débuter en 2011.

Le plus fort dynamisme démographique de la grande région de Montréal se traduira par une croissance plus élevée, sur ce territoire, de la population active (0,7 % par année) et de l'emploi (0,8 %). Les autres régions centrales verront leur population active augmenter en moyenne de 0,4 % et leur emploi, de 0,6 %. Quant aux régions ressources, en raison du déclin démographique, malgré une légère hausse du taux d'activité, l'augmentation prévue de leur population active

Graphique 5.1



Source : Estimations d'Emploi-Québec.

16. Comme pour le Québec, la population régionale de 15 ans ou plus prévue a été obtenue en appliquant aux estimations de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada pour 2008 les pourcentages de variation annuelle du dernier scénario démographique de référence de l'ISQ.

17. Cette région comprend les régions administratives de Montréal, de la Montérégie, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides. Ces régions sont toutes comprises, en tout ou en partie, dans la région métropolitaine de recensement de Montréal.

18. Les autres régions centrales comprennent celles de la Capitale-Nationale, de la Chaudière-Appalaches, de l'Estrie, du Centre-du-Québec et de l'Outaouais.

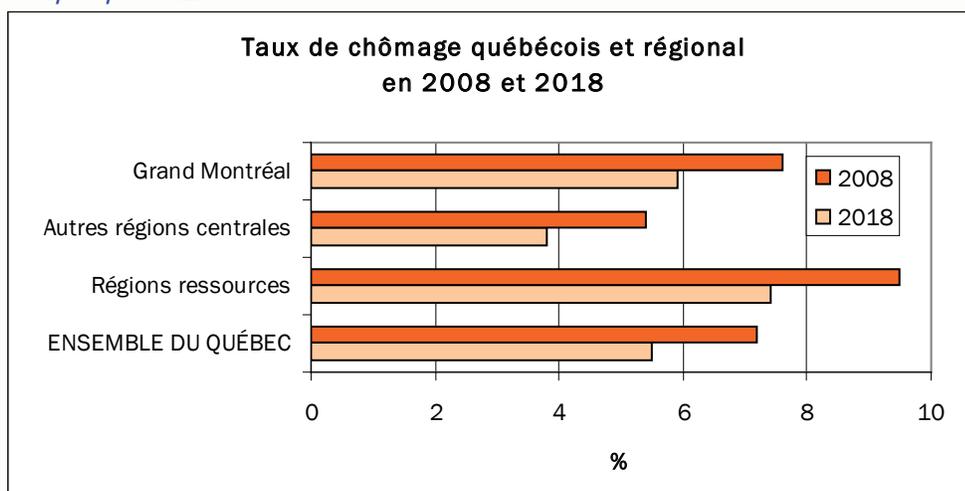
19. Les régions ressources sont les régions administratives de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

au cours des premières années sera effacée en fin de période. L'emploi y sera toutefois en modeste hausse pour l'ensemble de la période (0,1 % par année).

La grande région de Montréal, où habite 60 % de la population québécoise de 15 ans ou plus, verra sa population active et son emploi augmenter respectivement de 176 000 personnes et de 209 000 postes d'ici 2018, ce qui représente 83 % de la croissance totale de la population active québécoise et 77 % de celle de l'emploi. Les autres régions centrales, qui abritent le quart de la population, obtiendront 21 % de la nouvelle population active (44 000 personnes) et 22 % des nouveaux emplois (59 000 emplois). Quant aux régions ressources, qui comptent 14 % de la population, un gain de 7 000 emplois leur réserve 3 % de la croissance prévue au Québec.

Si l'on observe des différences importantes entre les régions quant au rythme de croissance de la population active et de l'emploi, elles connaîtront toutes un recul important du chômage, malgré la hausse attendue en 2009. Les autres régions centrales, qui connaissaient déjà, en 2008, le plus faible taux de chômage, à 5,4 %, devraient voir celui-ci continuer de diminuer à mesure que le retrait des bébé-boumeurs et des bébé-boumeuses du marché du travail rendra la main-d'œuvre potentielle plus rare. Selon les prévisions, le taux de chômage ne sera plus que de 3,8 % en 2018. La grande région de Montréal, dont le taux de chômage, à 7,6 %, était légèrement supérieur à la moyenne québécoise, verra celui-ci reculer à 5,9 %. Ce territoire compte une proportion importante de population immigrante. Or, cette population a plus de difficulté à accéder à un emploi, selon les données de l'*Enquête sur la population active* portant sur les personnes immigrantes. Enfin, les régions ressources, dont le taux de chômage s'élevait à 9,5 % en 2008, connaîtront un repli de ce taux, qui s'établira à 7,4 %.

Graphique 5.2



Sources : STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2018.

Tableau 1

Le marché du travail au Québec de 2006 à 2018

	2006	2007	2008	2009	2010
Population	6 251,5	6 314,5	6 372,1	6 426,5	6 478,1
Var. (000)	69,3	63,0	57,6	54,4	51,6
Var. (%)	1,1	1,0	0,9	0,9	0,8
Population active	4 094,2	4 150,1	4 184,9	4 179,6	4 207,4
Var. (000)	41,5	55,9	34,8	-5,3	27,8
Var. (%)	1,0	1,4	0,8	-0,1	0,7
Emploi	3 765,4	3 851,7	3 881,7	3 809,1	3 843,6
Var. (000)	48,1	86,3	30,0	-72,6	34,5
Var. (%)	1,3	2,3	0,8	-1,9	0,9
Chômage	328,8	298,4	303,2	370,5	363,8
Var. (000)	-6,6	-30,4	4,8	67,3	-6,7
Var. (%)	-2,0	-9,2	1,6	22,2	-1,8
Taux d'activité	65,5	65,7	65,7	65,0	64,9
Var. (points de %)	-0,1	0,2	0,0	-0,6	-0,1
Taux de chômage	8,0	7,2	7,2	8,9	8,6
Var. (points de %)	-0,3	-0,8	0,1	1,6	-0,2
Taux d'emploi	60,2	61,0	60,9	59,3	59,3
Var. (points de %)	0,1	0,8	-0,1	-1,6	0,1

Var. : Variation.

Sources : Données historiques, STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2009 à 2018.

Date : 2 septembre 2009.

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
6 527,0	6 571,3	6 610,0	6 644,5	6 677,5	6 707,6	6 737,0	6 764,8
48,9	44,3	38,7	34,5	33,0	30,1	29,4	27,8
0,8	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
4 251,8	4 293,3	4 327,8	4 345,8	4 360,8	4 380,3	4 391,7	4 396,6
44,4	41,5	34,5	18,0	15,0	19,5	11,4	5,0
1,1	1,0	0,8	0,4	0,3	0,4	0,3	0,1
3 917,2	3 981,2	4 033,8	4 076,8	4 104,8	4 125,8	4 142,5	4 152,7
73,6	64,0	52,6	43,0	28,0	21,0	16,7	10,1
1,9	1,6	1,3	1,1	0,7	0,5	0,4	0,2
334,6	312,1	294,0	269,0	256,0	254,4	249,1	244,0
-29,2	-22,5	-18,1	-25,0	-13,0	-1,6	-5,3	-5,1
-8,0	-6,7	-5,8	-8,5	-4,8	-0,6	-2,1	-2,1
65,1	65,3	65,5	65,4	65,3	65,3	65,2	65,0
0,2	0,2	0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,2
7,9	7,3	6,8	6,2	5,9	5,8	5,7	5,5
-0,8	-0,6	-0,5	-0,6	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
60,0	60,6	61,0	61,4	61,5	61,5	61,5	61,4
0,7	0,6	0,4	0,3	0,1	0,0	0,0	-0,1

Tableau 2

Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 2006 à 2018

	2006	2007	2008	2009	2010
Population	5 262,1	5 292,6	5 316,1	5 336,9	5 352,5
Var. (000)	40,8	30,5	23,5	20,8	15,6
Var. (%)	0,8	0,6	0,4	0,4	0,3
Population active	4 031,0	4 083,0	4 109,9	4 102,1	4 124,4
Var. (000)	35,3	52,0	26,9	-7,8	22,3
Var. (%)	0,9	1,3	0,7	-0,2	0,5
Emploi	3 706,5	3 787,1	3 809,8	3 735,5	3 764,7
Var. (000)	43,9	80,6	22,7	-74,3	29,2
Var. (%)	1,2	2,2	0,6	-2,0	0,8
Chômage	324,6	295,9	300,1	366,6	359,7
Var. (000)	-8,5	-28,7	4,2	66,5	-6,9
Var. (%)	-2,6	-8,8	1,4	22,2	-1,9
Taux d'activité	76,6	77,1	77,3	76,9	77,1
Var. (points de %)	0,1	0,5	0,2	-0,4	0,2
Taux de chômage	8,1	7,2	7,3	8,9	8,7
Var. (points de %)	-0,2	-0,8	0,1	1,6	-0,2
Taux d'emploi	70,4	71,6	71,7	70,0	70,3
Var. (points de %)	0,3	1,1	0,1	-1,7	0,3

Var. : Variation.

Sources : Données historiques, STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2009 à 2018.

Date : 2 septembre 2009.

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
5 362,7	5 363,5	5 359,3	5 350,3	5 340,5	5 326,6	5 312,6	5 295,8
10,2	0,8	-4,2	-9,0	-9,8	-13,9	-14,0	-16,8
0,2	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3
4 154,5	4 183,5	4 206,0	4 211,6	4 221,2	4 227,3	4 229,5	4 225,7
30,1	29,0	22,5	5,6	9,6	6,1	2,2	-3,8
0,7	0,7	0,5	0,1	0,2	0,1	0,1	-0,1
3 824,2	3 875,9	3 916,7	3 947,3	3 969,9	3 977,9	3 985,6	3 987,1
59,6	51,7	40,8	30,7	22,5	8,1	7,7	1,5
1,6	1,4	1,1	0,8	0,6	0,2	0,2	0,0
330,3	307,6	289,3	264,3	251,3	249,4	243,9	238,6
-29,5	-22,7	-18,3	-25,1	-12,9	-2,0	-5,5	-5,3
-8,2	-6,9	-5,9	-8,7	-4,9	-0,8	-2,2	-2,2
77,5	78,0	78,5	78,7	79,0	79,4	79,6	79,8
0,4	0,5	0,5	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2
7,9	7,4	6,9	6,3	6,0	5,9	5,8	5,6
-0,8	-0,6	-0,5	-0,6	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
71,3	72,3	73,1	73,8	74,3	74,7	75,0	75,3
1,0	1,0	0,8	0,7	0,6	0,3	0,3	0,3

Tableau 3

L'emploi par secteur d'activité de 2006 à 2018

en milliers (000)	2006	2007	2008	2009	2010
Industries productrices de biens	901,0	872,2	886,4	846,3	853,5
Var. (000)	-24,9	-28,8	14,2	-40,1	7,2
Var. (%)	-2,7	-3,2	1,6	-4,5	0,9
Construction	186,1	195,5	215,8	212,6	215,0
Var. (000)	6,9	9,4	20,3	-3,2	2,4
Var. (%)	3,9	5,1	10,4	-1,5	1,1
Fabrication	581,3	543,3	543,4	512,0	515,3
Var. (000)	-34,4	-38,0	0,1	-31,4	3,3
Var. (%)	-5,6	-6,5	0,0	-5,8	0,6
Autres industries productrices de biens	133,6	133,4	127,2	121,7	123,2
Var. (000)	2,6	-0,2	-6,2	-5,5	1,5
Var. (%)	2,0	-0,1	-4,6	-4,3	1,2
Secteur des services	2 864,4	2 979,5	2 995,3	2 962,8	2 990,1
Var. (000)	73,1	115,1	15,8	-32,5	27,3
Var. (%)	2,6	4,0	0,5	-1,1	0,9
Commerce	628,5	646,0	624,7	608,6	613,1
Var. (000)	8,9	17,5	-21,3	-16,1	4,5
Var. (%)	1,4	2,8	-3,3	-2,6	0,7
Services d'enseignement	260,9	259,3	256,5	259,0	260,4
Var. (000)	17,1	-1,6	-2,8	2,5	1,4
Var. (%)	7,0	-0,6	-1,1	1,0	0,5
Soins de santé et assistance sociale	454,1	455,2	470,6	480,7	487,4
Var. (000)	9,4	1,1	15,4	10,1	6,7
Var. (%)	2,1	0,2	3,4	2,1	1,4
Administrations publiques	215,6	219,8	229,1	229,6	230,5
Var. (000)	0,0	4,2	9,3	0,5	0,9
Var. (%)	0,0	1,9	4,2	0,2	0,4
Autres industries de services	1 305,3	1 399,2	1 414,4	1 384,9	1 398,7
Var. (000)	37,7	93,9	15,2	-29,5	13,8
Var. (%)	3,0	7,2	1,1	-2,1	1,0
Emploi total	3 765,4	3 851,7	3 881,7	3 809,1	3 843,6
Var. (000)	48,1	86,3	30,0	-72,6	34,5
Var. (%)	1,3	2,3	0,8	-1,9	0,9

Var. : Variation.

Sources : Données historiques, STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2009 à 2018.

Date : 2 septembre 2009.

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
870,6	882,2	891,6	896,0	895,9	894,0	892,5	891,0
17,1	11,6	9,4	4,4	-0,1	-1,9	-1,5	-1,5
2,0	1,3	1,1	0,5	0,0	-0,2	-0,2	-0,2
218,2	220,7	224,1	225,2	225,4	224,5	224,5	225,1
3,2	2,5	3,4	1,1	0,1	-0,8	0,0	0,6
1,5	1,1	1,5	0,5	0,1	-0,4	0,0	0,2
526,4	533,8	539,0	541,0	540,7	539,8	538,7	537,1
11,1	7,4	5,2	2,0	-0,3	-0,9	-1,1	-1,6
2,2	1,4	1,0	0,4	-0,1	-0,2	-0,2	-0,3
126,0	127,7	128,5	129,8	129,9	129,7	129,2	128,8
2,8	1,7	0,8	1,3	0,1	-0,2	-0,5	-0,4
2,3	1,3	0,6	1,0	0,1	-0,1	-0,4	-0,3
3 046,6	3 099,0	3 142,2	3 180,9	3 208,9	3 231,8	3 250,0	3 261,6
56,5	52,4	43,2	38,7	28,0	22,9	18,2	11,6
1,9	1,7	1,4	1,2	0,9	0,7	0,6	0,4
623,8	635,2	645,1	654,2	658,4	661,0	662,2	661,3
10,7	11,4	9,9	9,1	4,2	2,6	1,2	-0,9
1,7	1,8	1,6	1,4	0,6	0,4	0,2	-0,1
261,6	262,7	263,6	264,9	266,1	267,3	268,3	269,3
1,2	1,1	0,9	1,3	1,2	1,1	1,0	1,0
0,5	0,4	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
494,0	501,4	507,8	514,3	520,4	526,1	531,5	536,6
6,6	7,4	6,4	6,5	6,1	5,7	5,4	5,1
1,4	1,5	1,3	1,3	1,2	1,1	1,0	1,0
231,6	231,9	230,9	231,9	232,0	232,2	232,3	232,4
1,1	0,3	-1,0	1,0	0,1	0,3	0,1	0,1
0,5	0,1	-0,4	0,4	0,0	0,1	0,0	0,0
1 435,6	1 467,8	1 494,8	1 515,5	1 531,9	1 545,2	1 555,8	1 562,1
36,9	32,2	27,0	20,7	16,4	13,3	10,5	6,3
2,6	2,2	1,8	1,4	1,1	0,9	0,7	0,4
3 917,2	3 981,2	4 033,8	4 076,8	4 104,8	4 125,8	4 142,5	4 152,7
73,6	64,0	52,6	43,0	28,0	21,0	16,7	10,1
1,9	1,6	1,3	1,1	0,7	0,5	0,4	0,2

Tableau 4.1

Domaine de compétence	Emploi en 2008 (000)	Part de l'emploi total en 2008	Emploi en 2018 (000)	Variation de l'emploi (000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	351	9,1 %	362	10	0,3 %
Affaires, finance et administration	711	18,3 %	753	42	0,6 %
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	270	7,0 %	314	44	1,5 %
Secteur de la santé	250	6,4 %	282	32	1,2 %
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	357	9,2 %	394	36	1,0 %
Arts, culture, sports et loisirs	128	3,3 %	144	16	1,2 %
Vente et services	921	23,7 %	991	70	0,7 %
Métiers, transport et machinerie	570	14,7 %	606	37	0,6 %
Secteur primaire	85	2,2 %	81	-4	-0,5 %
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	239	6,2 %	225	-14	-0,6 %
Emploi total	3 882	100,0 %	4 153	271	0,7 %

Tableau 4.2

Niveau de compétence	Emploi en 2008 (000)	Part de l'emploi total en 2008	Emploi en 2018 (000)	Variation de l'emploi (000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	351	9,1 %	362	10	0,3 %
Niveau A - Professionnel	677	17,4 %	756	79	1,1 %
Niveau B - Technique	1 182	30,5 %	1 275	92	0,8 %
Niveau B - Technique I*	489	12,6 %	552	63	1,2 %
Niveau B - Technique II**	693	17,9 %	723	30	0,4 %
Niveau C - Intermédiaire	1 186	30,5 %	1 255	69	0,6 %
Niveau D - Élémentaire	485	12,5 %	505	20	0,4 %
Emploi total	3 882	100,0 %	4 153	271	0,7 %

* Technique I correspond aux métiers pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée.

** Technique II correspond aux métiers demandant normalement une formation professionnelle du secondaire.

Source : estimations d'Emploi-Québec.

Tableau 5

Nouvelles rentes de retraite versées par la RRQ	
2009	93 146
2010	95 542
2011	97 116
2012	100 576
2013	103 668
2014	105 887
2015	108 222
2016	110 549
2017	113 015
2018	114 511
Total	1 042 234

Source : RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2006*. Projections ajustées par Emploi-Québec pour exclure les nouvelles et nouveaux bénéficiaires résidant à l'extérieur du Québec.

BIBLIOGRAPHIE

CONFERENCE BOARD DU CANADA, *Prévisions à long terme*, hiver 2009, compilation spéciale.

GRENIER, André, *Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2009-2013*, Emploi-Québec, juillet 2009, 108 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, édition 2003.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2006-2021*, Scénario de référence, compilation spéciale pour Emploi-Québec, 2006.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2009*, Paris, 316 pages.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2006*.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA, *Classification nationale des professions 2006 – Description des professions*, Ottawa, 2006.

STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*, compilations spéciales.

STATISTIQUE CANADA, *Guide de l'Enquête sur la population active 2009*, 76 pages.

STATISTIQUE CANADA, *Recensement 2006*, compilations spéciales.

STATISTIQUE CANADA, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2007*, 2007, 829 pages.

Le marché du travail au Québec

Perspectives à long terme
2009-2018



Novembre 2009